

Protection des données

Catégories de données personnelles et responsable du traitement

L'enquête EU-SILC recueille des données personnelles sur :

- la composition du ménage ;
- les conditions de logement ;
- la situation matérielle ;
- le travail et la situation professionnelle ;
- les revenus ;
- le bien-être ;
- la santé ;
- la participation à la vie sociale ;
- la vie durant l'adolescence.

Ces données personnelles sont traitées par le l'Institut national de la statistique et des études économiques (STATEC), sis à 13, rue Érasme, L-1468 Luxembourg. Le STATEC est le responsable du traitement.

Licéité du traitement

Le traitement des données personnelles est licite au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) n° 2016/679, parce qu'il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis. Cette obligation légale est décrite notamment dans les actes juridiques suivants :

- Règlement (UE) 2019/1700 du Parlement européen et du Conseil du 10 octobre 2019 établissant un cadre commun pour des statistiques européennes relatives aux personnes et aux ménages fondées sur des données au niveau individuel collectées à partir d'échantillons.
- Règlement délégué de la Commission (UE) 2020/258 spécifiant le nombre et les titres des variables, pour le domaine du revenu et des conditions de vie.

Finalités du traitement

L'enquête annuelle EU-SILC a pour objectif de capter de façon détaillée les revenus des ménages et des personnes auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente au Grand-Duché. Les statistiques établies à partir de ces données portent notamment sur les conditions de vie des ménages et permettent aussi de calculer les indicateurs de pauvreté,

d'inégalité des revenus et d'exclusion sociale qui sont publiés par le STATEC dans son rapport « Travail et Cohésion Sociale ».

Sources de données personnelles

Selon l'article 2 de la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, le STATEC est habilité à exploiter des fichiers administratifs dans l'exercice de ses missions, en sus des enquêtes qu'il organise.

Les réponses à l'enquête EU-SILC sont enrichies par les informations administratives suivantes, grâce au nom ou à l'adresse du déclarant :

- **données démographiques**, issues du Registre national des personnes physiques (RNPP) ;

et, pour les personnes ayant donné, via l'enquête, leur consentement explicite :

- des **données concernant les revenus et l'emploi** fournies par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS).

Délai de conservation et traitement des données

Les données personnelles recueillies seront définitivement supprimées **au plus tard 5 ans après l'achèvement de la collecte**.

Pendant ce temps, les données personnelles sont traitées confidentiellement. Elles ne sont utilisées que dans un **but purement statistique** et ne sont en aucun cas divulguées. Les mandataires et agents du STATEC sont tenus personnellement responsables de la stricte observation du secret statistique. Le STATEC a également mis en place une série de mesures techniques et organisationnelles pour **protéger les données personnelles** des citoyens, telles que la sécurisation du traitement informatique ou encore la limitation stricte des droits d'accès aux données attribués aux agents du STATEC et aux sous-traitants.

Qui contacter en cas de questions concernant la protection des données ?

En cas de questions concernant la protection des données à caractère personnel il est possible de contacter le délégué à la protection des données du STATEC :

- par courrier : DPO, STATEC, B.P. 304, L-2013 Luxembourg ; **ou**
- par e-mail : dpo@statec.etat.lu.

En vertu des articles 15 à 21 du Règlement général sur la protection des données (RGPD) (UE) n° 2016/679, toute personne répondant à l'enquête bénéficie des **droits** suivants, en lien avec ses données personnelles :

- droit d'accès aux données ;
- droit de rectification ou effacement des données ;
- droit de limitation du traitement ou d'opposition à un traitement ;
- droit de portabilité des données.

Il est également possible de déposer une **plainte** auprès de la Commission nationale pour la protection des données :

- par courrier : CNPD, 15 Boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux ; **ou**
- par téléphone : +352 26 10 601 ; ou
- en ligne : <https://cnpd.public.lu/fr/particuliers/faire-valoir/formulaire-plainte.html>